



RENDU EXECUTOIRE LE

– 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240315-24_A_SE_0230-AR



ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0230

du 15 MARS 2024

**Portant fixation pour l'année 2024
d'une dotation pour une place dérogatoire
à l'E.A.N.M. « Foyer de vie Bleu Soleil »,
à Poitiers, géré par l'ADAPEI 86**

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0233 du 30 juin 2023 portant fixation pour l'année 2023 d'une dotation pour une place dérogatoire à l'EANM « Foyer de vie Bleu Soleil » géré par l'ADAPEI 86 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0393 du 7 décembre 2023 portant fixation pour l'année 2023 de la dotation de régularisation au titre de la dotation globalisée commune – quote-part Vienne de l'ADAPEI 86 pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0410 du 28 décembre 2023 portant augmentation de 3 places d'accompagnement non médicalisé sur l'E.A.N.M. « Foyer de vie Bleu Soleil », géré par l'ADAPEI 86, par transformation de l'offre médico-sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2024-A-DGAS-DA-SE-0090 du 25 janvier 2024 portant fixation pour l'année 2024 de la dotation globalisée commune de l'ADAPEI 86 pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU le contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, signé en date du 2 mars 2018 ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu le 27 juillet 2020 entre le Département de la Vienne et l'ADAPEI pour la période 2020-2024, et son avenant n° 1 du 7 avril 2023 ;

CONSIDERANT la possible dérogation à la capacité d'accueil, avec financement complémentaire, mentionnée au contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, susmentionné ;

CONSIDERANT la notification en date du 1^{er} décembre 2022 établie par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Vienne (CDAPH) pour une orientation alternative en réponse à la prise en charge d'une situation sans solution adaptée ;

CONSIDERANT que la solution d'accueil proposée par l'ADAPEI 86 a été convenue pour cette personne, à savoir pour Monsieur , né le , et , pour un hébergement complet externalisé à l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyer de vie Bleu Soleil », à Poitiers (86), depuis le 1^{er} décembre 2022 ;

CONSIDERANT le renouvellement des droits ouverts à l'aide sociale à l'attention de Monsieur : en date du , pour la période du ;

CONSIDERANT que cet accompagnement adapté spécifiquement à Monsieur est accordé à titre dérogatoire pour un accueil temporaire en surcapacité et qu'il convient de verser en contrepartie de cette prise en charge exceptionnelle les frais de séjour de ladite personne ;

CONSIDERANT que, au regard du comportement de Monsieur entravant la mise en œuvre de son plan d'accompagnement et le bon fonctionnement de l'établissement, l'ADAPEI 86 a suspendu son accueil le ;

CONSIDERANT que, suite à l'avis défavorable de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées pour une fin de prise en charge, l'ADAPEI 86 a réintégré Monsieur dans ses effectifs le avec dans un premier temps une prise en charge d'urgence sur l'IME Mauroc, puis une installation dans un logement externalisé dans le bourg de Saint-Benoît (86) ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Financement de la prise en charge pour l'année 2024

Sur la base de la Dotation Globalisée Commune établie pour l'année 2024, et spécifiquement sur la quote-part de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé (E.A.N.M.) « Foyer de vie Bleu Soleil », par arrêté susvisé, les frais de séjour de Monsieur , accordés en sus et à titre dérogatoire depuis le date effective de son accueil), sont à verser par dotation mensuelle de la façon suivante :

Finess	Nom ESSMS	Accueil	Coût place 2024	Mensualité
860015650	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de Vie Bleu Soleil"	Internat – place dérogatoire externalisée	53 899,76 €	4 491,65 €

Le montant de la dotation pourra être revu si la situation de la personne évolue en cours d'année (fin de la prise en charge ou intégration dans la capacité en vigueur de l'établissement) ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée.

Ces crédits sont imputés au chapitre 65 fonction 52 nature 65242 du budget départemental.

ARTICLE 2 : Financement du surcoût de la prise en charge de décembre 2023 à janvier 2024

Un surcoût de 17 788,21 € est à verser en faveur de l'ADAPEI 86 dans le cadre de la prise en charge spécifique de Monsieur [nom] qui a réintégré les effectifs de l'EANM « Foyer de vie Bleu Soleil » à compter du [date].

Cette somme tient compte :

- d'une part, du versement des frais de prise en charge du 22 décembre au 31 décembre 2023 sur la base de l'arrêté n°2023-A-DGAS-DA-SE-0233 du 30 juin 2023 (l'allocation de moyens ayant été suspendu compte tenu de l'éviction de Monsieur [nom] du [date] au [date]);
- d'autre part, du financement du surcoût journalier de 527,11 € engendré par la prise en charge de Monsieur [nom] du [date] au [date] sur l'IME Mauroc (recours à professionnels intérimaires pour un accompagnement optimum).

Finess	Nom ESSMS	Accueil	Dotation	
860015650	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de Vie Bleu Soleil"	Internat – place dérogatoire externalisée	Reste dotation 2023	1 447,80 €
			Surcoût 2024	16 340,41 €
				17 788,21 €

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **15 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON